



Compte rendu de l'ouvrage de Benoît Cursente et Mireille Mousnier, *Les territoires du médiéviste*, Rennes, PUR, 2005, 459 pp. 3 ill., 9 tabl., 18 cartes (Histoire)

Stéphane Boissellier

► To cite this version:

Stéphane Boissellier. Compte rendu de l'ouvrage de Benoît Cursente et Mireille Mousnier, *Les territoires du médiéviste*, Rennes, PUR, 2005, 459 pp. 3 ill., 9 tabl., 18 cartes (Histoire). 2007, pp.211-216. halshs-00705917

HAL Id: halshs-00705917

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00705917>

Submitted on 27 Jun 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Benoît Cursente et Mireille Mousnier, dir. — *Les territoires du médiéviste*. Rennes, PUR, 2005 (Histoire)

M. Stéphane Boissellier

Citer ce document / Cite this document :

Boissellier Stéphane. Benoît Cursente et Mireille Mousnier, dir. — *Les territoires du médiéviste*. Rennes, PUR, 2005 (Histoire).

In: Cahiers de civilisation médiévale, 50e année (n°198), Avril-juin 2007. pp. 211-216;

http://www.persee.fr/doc/ccmed_0007-9731_2007_num_50_198_2964_t1_0211_0000_2

Document généré le 02/06/2016

« pseudo-épiscopat » d'Hainmar et même considérer comme plausible sa participation à la bataille de la Berre, en 737. On le voit, l'incertitude reste très grande sur la datation de nombreux évêques du VIII^e s., et même sur la réalité voire sur l'ordre chronologique de certains épiscopats (ceux des quatre prédécesseurs d'Aidulf, par ex., qui ne sont à peu de choses près connus que par leur nom) dont la mémoire écrite ou orale avait presque complètement disparu au temps d'Heiric et des deux chanoines qui la rassemblèrent.

Il reste que ce premier volume des Gestes des évêques d'Auxerre est un très beau travail, qui rendra bien des services aux médiévistes.

YVES SASSIER.

Les territoires du médiéviste, dir. Benoît CURSENTE et Mireille MOUSNIER, Rennes, PUR, 2005, 459 pp., 3 ill., 9 tabl., 18 cartes (Histoire).

Les PUR, dont l'activité et la tenue scientifiques n'ont plus à être démontrées, nous livrent un fort volume (459 pp.) sur un phénomène essentiel dans toutes les sociétés humaines, la territorialité – néologisme peu élégant ni évocateur, mais qu'il aurait peut-être fallu préférer à « territoire », qui induit un objet fini, étudiable pour lui-même et non en ce qu'il révèle d'un système. Au-delà des rares et presque inévitables coquilles, le texte est fort propre et le volume soigné ; l'*index rerum* final constitue un très utile lexique du vocabulaire de l'espace.

Si l'introduction pose clairement les objectifs et les problématiques du volume, nous révélant qu'il est le fruit d'un programme de rencontres et séminaires organisés depuis 2001 et exposant des idées de fond fructueuses, on peut regretter que les « grilles » des différentes rencontres ne soient pas fournies, sinon par des allusions dispersées dans les communications ou alors sous forme d'une série de questions très sèches qui n'impliquent pas une problématique d'ensemble.

Par ailleurs, certains choix, aboutissant à des exclusions (justifiées en introduction, et qui ne sont donc pas des oublis), laissent quelques regrets.

– L'espace couvert se restreint à la France méridionale, incluant le nord de la Catalogne « espagnole » (art. d'A. Catafau), ce qui prive

le volume d'une perspective réellement comparative, notamment par rapport à l'Italie des communes (avec la centralité économique et administrative urbaine) et à la Péninsule ibérique de la Reconquête (avec la rapidité et la brutalité des changements territoriaux) ; pour un programme piloté par l'UMR « France méridionale – Espagne », on est surpris d'un choix aussi exclusif.

– Les territoires abordés sont exclusivement ruraux (principalement des terroirs), c'est-à-dire informés par les pratiques agricoles et par la structuration socio-politique des communautés d'habitants ; si l'auteur de ce CR ne peut que souscrire à la défense de l'histoire rurale justifiant ce choix (p. 14), et s'il était acceptable d'écarter les « territoires urbains » proprement dits (les tissus d'habitat citadin), il me semble que l'exclusion de la territorialité mue par les villes prive la compréhension des terroirs de certaines dimensions économiques et administratives essentielles – car les territoires locaux, jamais totalement autarciques, sont « emboîtés » dans des territoires et des réseaux supra-locaux (dans lesquels les villes exercent une centralité fondamentale) qui contribuent à les informer. La restriction aux territoires locaux constitue une approche partielle de la territorialité, restreinte à un « territorio-centrisme » (même si l'étude de L. Schneider, notamment, aux pages 109-128, prend fort heureusement en compte cette polarisation supra-locale).

– Si l'échelle locale est fondamentale (et la plus commode à étudier) et justifie donc la large place faite à des problématiques « sociales » (rapports d'autorité, stratification en groupes, production et redistribution des richesses), on regrettera également que la territorialisation locale du sacré soit totalement exclue ; certes des travaux très récents (dont un toulousain et un franco-méridional très proche)¹ ont fourni des apports dans ce domaine, mais il serait bon que les deux approches confluent, car elles

1. *Aux origines de la paroisse rurale en Gaule méridionale IV-IX siècles*, Actes du colloque international 21-23 mars 2003, salle Tolosa (Toulouse), éd. Christine DELAPLACE, Paris, Errance, 2005 et le n° spécial de la revue *Médiévales*, 49 (« La paroisse »), Saint-Denis, 2005 ; on peut voir aussi plusieurs articles ayant une forte connexion avec la problématique territoriale dans *L'église au village. Lieux, formes et enjeux des pratiques religieuses*, Toulouse, Privat, 2006 (Cahiers de Fanjeaux, 40).

portent sur le même espace (rural communautaire), se confondent parfois dans les mêmes territoires, ou, sinon, provoquent des phénomènes de co-spatialité des plus éclairants.

– L'absence de la pensée savante médiévale sur l'espace et sur les territoires (qui ne se limite d'ailleurs pas à la cartographie et aux œuvres géographiques) se justifie mieux, quoiqu'un programme de ce genre serait peut-être justement un lieu adéquat pour aborder l'histoire de la culture scientifique avec les yeux des usagers et des aménageurs – et des territoires tels que les diocèses, qui sont le fruit d'un lourd héritage matériel et administratif mais qui ont été en même temps théorisés par les clercs, méritent une étude en ce sens.

– Enfin, les directeurs placent leur recherche résolument du côté des territoires « politiques », c'est-à-dire conçus, voulus et vécus par leurs acteurs avec une pleine conscience de leur spatialité – ils parlent même en conclusion de « territorialisation des pouvoirs », ce qui est un peu restrictif – ; ils excluent donc de leur programme le concept d'auto-organisation des espaces (ce qu'on peut appeler les territoires « objectifs »), qu'ils assimilent abusivement aux réseaux de lieux, justifiant ainsi implicitement l'exclusion des « grands espaces » (principautés, diocèses, réseaux commerciaux). Pourtant, cette approche, exigeante et aux résultats incertains, est elle aussi nécessaire, et les compétences réunies des divers collaborateurs auraient permis de lancer une telle étude pionnière.

Toutes ces limitations donnent une cohésion thématique au volume, mais son titre mériterait du coup d'être précisé : on n'y trouvera pas un guide d'étude sur la territorialité au Moyen Âge, mais une systématisation de la réflexion sur la « mise en espace » des communautés locales, sur la base des travaux déjà très nombreux relatifs au peuplement et à l'organisation de l'espace (dans lesquels, il est vrai, la notion de territoire, très empirique, était beaucoup moins conceptualisée qu'ici).

Très judicieusement, les directeurs, avec ce volume, commencent le programme d'étude d'un objet aussi complexe que le territoire par les méthodologies à mettre en œuvre. Une première partie (de six contributions) étudie l'historiographie française, une deuxième (de huit articles) établit une lexicographie des territoires, une troisième (de cinq études), curieusement intitulée « Le territoire éclaté », évoque les méthodes

d'analyses du territoire autres que l'histoire par les textes (une sorte de « détour » par les autres sciences), tandis que la quatrième (de trois études) est précisément réservée aux méthodes qui sont mises en œuvre plus spécifiquement par les historiens ; cette ventilation du volume donne l'impression que le travail de l'historien – sous-entendu « par les textes », puisque l'approche par les sources matérielles figure en troisième partie – se limite aux mots et à la cartographie des données. La première partie jouit de conclusions (par M. Mousnier), un article d'A. Mailloux intercalé dans la deuxième partie se veut une sorte de synthèse des études lexicales, et les directeurs du volume tirent des conclusions générales *in fine*.

La première partie (90 pp.) prend la forme un peu étrange d'une série d'études critiques des approches et conceptions de l'espace rural chez Marc Bloch, André Deléage, Georges Duby, Robert Boutruche et Charles Higounet, à travers des espèces de fiches de lecture pourvues d'une lexicographie quantitative (fondée sur une grille d'analyse commune, la seule à être bien explicitée) ; au-delà d'un légitime hommage rendu aux « grands maîtres » de l'histoire rurale française, on peut se demander si un appareil aussi lourd méritait d'être déployé pour des résultats finalement assez minces. D'une part, les conceptions spatiales de ces auteurs n'étaient pas toujours d'une grande rigueur (sauf chez C. Higounet), d'autre part, le choix des grandes œuvres (sauf pour C. Higounet, qui n'a pas écrit d'autre synthèse que sur la colonisation allemande) pose le problème de la composition littéraire (particulièrement chez ce véritable écrivain qu'était G. Duby). Finalement, l'habitude déplorable de n'honorer que les morts – mais pourquoi pas Jean-Marie Pesez alors ? – conduit à écarter des auteurs plus récents, dont la contribution à l'étude de l'organisation spatiale est plus décisive (G. Fournier, P. Toubert, R. Fossier) ; et le choix « français » exclut un auteur de l'importance de José Ángel García de Cortázar.

En dehors du premier article, qui ne s'imposait pas tant l'œuvre de M. Bloch a été analysée (surtout dans les rééditions de ses œuvres), chacune des études de cette partie est fort intéressante, quoique de longueur très inégale (très copieux art. de J.-C. Hélas sur G. Duby) – la plus fructueuse étant celle de B. Cursente sur son maître C. Higounet, car son auteur réussit à mettre en œuvre la théorisation indis-

pensable pour rendre intelligible un objet tel que le territoire. Ces présentations critiques seront particulièrement utiles aux étudiants, qui, il faut le craindre, accéderont de moins en moins directement à ces œuvres fondatrices. Cependant, pour les chercheurs, une compilation critique des travaux médiévistes européens intégrant une forte dimension spatiale aurait été plus lourde à réaliser mais, évitant beaucoup de répétitions, plus utile et utilisable que ce parcours personnalisé.

La deuxième partie, la plus copieuse (160 pp.), intitulée « Le territoire décrit : lexicographie du territoire », aborde le lexique foisonnant et fluctuant des textes, avec une très grosse majorité d'occurrences de territoires et de relations spatiales dans les localisations de biens ; mais les problèmes du rapport entre une réalité objective touffue et les mots qui la résument sont d'une telle complexité que l'adjonction d'un linguiste à l'équipe aurait peut-être été utile – et l'article de M. Mousnier et P. H. Billy sur l'énigmatique (au moins étymologiquement) *dex* s'efforce de pallier cette carence, avec son intéressant « corpus des occurrences sur *dex* », p. 255-268. Laissant la part du lion aux IX^e-XIII^e s., on est surpris que la problématique de l'*incastellamento* ne soit pas plus souvent posée – et tout le volume semble d'ailleurs éviter de se positionner par rapport à ce concept pourtant fondamental.

L'exercice de lexicographie auquel se livrent les auteurs pose de nombreux problèmes techniques, et d'abord la constitution du corpus. La période choisie fait la part belle aux cartulaires (sauf l'article de M. Mousnier, qui se fonde sur les chartes de coutumes, et celui de L. Verdon, qui porte sur des enquêtes donc sur le XIII^e s.) ; or, ces compilations rétrospectives, avec leurs tris ciblés (qualitatifs autant que quantitatifs) dans les chartriers, risquent de déséquilibrer les évolutions chronologiques que l'on pense observer – il est vrai que le risque de déséquilibre est encore plus grand si l'on recourt à des « collections diplomatiques » factices. Outre la floraison lexicale liée au droit romain à partir du XIII^e s., la diversification progressive du vocabulaire aux XII^e-XIII^e s. (*jurisdictio*, *tenementum*, *decimarium*), même au sein d'un corpus cohérent, risque d'être en partie l'effet de l'inflation documentaire. Par ailleurs, en excluant la bas Moyen Âge, on se prive de textes de nature très différente, administrative et non plus seulement juridictionnelle,

qui permettraient d'éclairer la territorialité économique, en plus des interprétations en termes de pouvoir ; en effet, le problème des actes, à valeur juridique, et plus encore des coutumes, est de nous fournir un lexique de positionnement forcément corrélé avec la juridiction (et servant fort peu à se repérer sur le terrain) – or, la notion de communauté, indissociable du territoire, inclut aussi des rapports non juridictionnels, comme nous le signale la définition anthropologique du territoire (un espace d'exploitation des ressources et d'articulation du lien social).

Les méthodes employées varient notablement, depuis une simple analyse qualitative jusqu'à une étude réellement statistique (voir l'article de B. Cursente sur le cartulaire de Lézat, qui est le plus achevé à cet égard). Dans certains cas, les vocables de positionnement sont considérés implicitement comme exprimant forcément une étendue et non pas une simple relation juridictionnelle (ce qui pose les problèmes du « remplissage », de la continuité et de la délimitation de cette étendue) ; il est certain que le positionnement des biens et des hommes se fait par inclusion (*dans* [un ensemble plus vaste]) et non par proximité², mais, pendant longtemps, il s'agit plus d'un rapport centre-périphérie que d'une étendue polarisée et hiérarchisée. De plus, le degré de confiance des auteurs envers la capacité des mots à exprimer une réalité matérielle et sociale est variable – même si l'article de synthèse d'A. Mailloux avance, p. 232, que le lexique des documents est nécessairement le fruit d'une synthèse entre usagers et praticiens du droit (ce que l'on pourrait discuter en comparant le lexique latin avec le lexique vernaculaire). Un autre objet d'interrogation est l'attention envers la « perception » de l'espace, tout à fait légitime mais qui fait courir le risque d'une sorte d'intégrisme littéraire : s'il est bon de décrypter la mise en mot, la *literacy* des phénomènes sociaux, ce ne doit être pour l'historien des faits sociaux (notamment économiques) qu'une étape, une démarche heuristique et non un but en soi, sous peine d'adopter la thèse selon laquelle la seule dimension accessible à l'historien des textes est discursive, à

2. Celle-ci n'intervient qu'à l'échelle où elle est le plus sensible (*i.e.* où elle devient une mitoyenneté), dans la localisation des parcelles, à travers la citation des confronts.

charge pour l'archéologue d'atteindre la « réalité » concrète. Les territoires médiévaux ont une existence matérielle et sociale qui va au-delà du vécu psychologique de leurs usagers.

Cette diversité des approches rendrait bien nécessaires des conclusions, d'autant plus que cette deuxième partie a été orientée par une grille d'analyse qui écarte l'étude des processus de territorialisation, privant les études qui ont respecté cette consigne d'une clé d'explication essentielle, les formes du peuplement ! Notons que l'article de B. Cursente, recourant avec le plus d'efficacité à des concepts spatiaux précis, fournit le schéma de fonctionnement de la territorialité le plus fructueux.

Les nuances locales, surtout dans la chronologie du lexique territorial, sont innombrables, mais là n'est pas l'essentiel ; celui-ci se trouve au contraire dans les tendances, qui semblent plutôt convergentes : dans cette périphérie de l'empire carolingien, l'évolution socio-politique de l'époque féodale a des effets territoriaux assez semblables. De ces études, il ressort que l'emboîtement des circonscriptions n'est pas toujours avéré, parfois parce que les cellules ne sont, précisément, pas des territoires (une étendue délimitée), parfois parce qu'elles sont de natures trop différentes (phénomène de co-spatialité) ; l'apparence d'un emboîtement parfait pour l'époque carolingienne (un manse au sein d'une *villa* située dans une *vicaria*, qui est elle-même même un morceau du *pagus/comitatus*), admise comme reflet de la réalité par certains auteurs et même par la conclusion générale, est probablement un effet de source³, ce qui induit que la « complexification » introduite par la châtel- lenie et par le diocèse « grégorien », à partir du XI^e s., n'est pas principalement la perturbation d'un système ancien (au-delà de la localisation, souvent confuse, des nouveaux *castra* par rapport aux anciennes circonscriptions). En revanche, il y a concordance des études pour admettre que l'émergence de petits cadres, paroisse, *villa* (au sens d'habitat groupé) et territoire castral (mandement ou châtel- lenie), favorise la territorialisation, qui semble triompher au XIII^e s., avec la dîme ecclésiastique, la mesure numérique et

le bornage matériel ; la paroisse, en particulier, donne précocement une consistance matérielle aux communautés dans les régions d'habitat dispersé en mas⁴. Cette territorialisation locale, qui est un processus lourd (« superposant » de plus en plus exactement sur le même morceau d'espace une juridiction seigneuriale, un terroir, une paroisse, une zone d'action politique communautaire), reste toujours en rapport avec les pouvoirs englobants et leur dimension plus symbolique – comme le montre le passage des localisations (larges) prenant pour repère le comté ou le *pagus* au profit de références au diocèse. Une autre conclusion importante assez unanime (malgré les doutes exprimés par M. Mousnier en dernière partie, p. 420) est la linéarité des délimitations locales – même si leur vocabulaire a été étudié moins systématiquement que n'y incitaient les directives – ; ceci contredit un peu une des idées de départ, tirée des réflexions d'A. Guerreau, à savoir la « discontinuité » de l'espace à l'époque féodale : si les limites sont des lignes et donc les territoires des blocs, les nombreux « interstices » (non dominés ni appropriés ni définis ni même mentionnés) entre les territoires sont des réserves et non pas des « trous ».

La troisième partie (110 pp.) est une très utile série de présentations synthétiques du concept de territoire, en géographie (article malheureusement surtout historiographique), en sociologie, en archéologie, en ethno-anthropologie (appliquée à un cas africain) et en approche paléo-environnementale ; on est surpris de trouver l'archéologie « classique » (attachée à l'étude des *artefacts* culturels) parmi ces disciplines connexes, comme si l'archéologue n'était pas un historien (certes spécialiste des données matérielles, encore que la présence de L. Schneider dans la deuxième partie démontre que ce n'est pas exclusif) : il y aurait donc, selon une idée déplorablement répandue, un « territoire des historiens et un territoire des archéologues » ?

3. La faiblesse des actes d'administration ecclésiastique, en particulier, évacue les circonscriptions religieuses et donc la « concurrence » entre les différents types de contrôle des hommes.

4. C'est ce que montre l'article de F. Hautefeuille, mais on peut élargir ses conclusions à d'autres régions puisque j'ai observé le même phénomène dans le sud du Portugal (S. BOISELLIER, *Le peuplement médiéval dans le sud du Portugal. Constitution et fonctionnement d'un réseau d'habitats et de territoires XII-XV siècles*, Paris, Centro cultural Calouste Gulbenkian, 2003).

C'est dans cette partie que l'historien des textes trouvera le plus d'idées et de méthodes qui ne lui sont pas familières. Même si cela demande une mise à niveau très lourde, on peut seulement regretter que les historiens ayant participé à ce programme collectif n'aient pas intégré plus fortement dans leurs études (en deuxième partie) certains concepts exposés ici : les directeurs du volume justifient ceci, en conclusion générale, par une conception de l'interdisciplinarité comme conjonction de spécialistes et non pas fusion de spécialités – mais les articles produits ne sont pas toujours très soucieux, du coup, d'établir des passerelles avec la démarche historique. Les directeurs se sont bien gardés de hiérarchiser l'utilité de ces approches connexes, mais on peut observer que les approches les plus facilement (et fructueusement ?) intégrables dans la réflexion historique viennent de la géographie, suivie de près par la sociologie, ce qui n'a rien d'étonnant quand on réfléchit sur l'espace des sociétés.

Le bel article de L. Schneider, fondé sur des dossiers concrets, démontre implicitement que, pour l'étude des territoires (contrairement à celle des tissus d'habitat), les données matérielles, fortement localisées, ne peuvent évidemment pas « couvrir » l'étendue, et que, donc, au-delà des relations entre sites (logique réticulaire), la démarche archéologique ne peut avoir aucune autonomie en l'occurrence : c'est évidemment la conjonction des textes et des données matérielles qui doit primer. L'approche paléo-environnementale, présentée par A. Durand, qui porte sur les paysages (des systèmes géo-biologiques), est très utile, outre par les données qu'elle fournit à l'historien, en ce qu'elle appréhende les territoires comme des systèmes (pas seulement agraires) – et non pas comme des découpages imposés politiquement, en quelque sorte arbitraires, ce que les études de la deuxième partie accèdent quelque peu ; même si la dialectique doit rester celle des rapports entre l'homme et le milieu, on se rapproche ici de la notion d'auto-organisation.

Enfin, la quatrième partie, plus brève (57 pp.), présente, en trois articles, des méthodes d'analyse spatiale, qui, malgré leur caractère novateur, commencent à être plus familières aux médiévistes. J.-L. Abbé traite de la lecture régressive des paysages, dont il est l'éminent spécialiste ; à la fois historiographique et épistémologique, sa contribution marque les limites et les apports

respectifs des sources planimétriques (à utiliser forcément régressivement) et des sources fiscales et comptables médiévales (censiers, terriers, compoix), concluant à la nécessité de leur usage conjoint – et rejetant les chartes, également évoquées, comme inopérantes. Si cet article introduit pleinement à la territorialité agraire (qui, dans le cas des parcellaires planifiés, a aussi une évidente dimension « politique »), il occulte de ce fait la nature globalisante des territoires ainsi que leur relativité (mise en lumière par les processus de délimitation).

F. Hautefeuille compare les circonscriptions administratives avec l'espace vécu et perçu des usagers (des paysans), ce dernier étant accessible à travers des livres de raison ou les énumérations de parcelles des registres fiscaux ; il en déduit que notre actuelle conception, fondamentalement cartographique, de l'espace diffère fortement de celle du Moyen Âge, et que la carte restitue donc mal les perceptions médiévales, ce qui justifie l'utilisation de SIG ou de méthodes telles que la théorie des graphes, malgré la lourdeur des saisies et leur inadaptation, parfois, aux sources médiévales.

M. Mousnier – dont c'est la cinquième de ses six contributions dans le volume, ce qui montre son rôle moteur dans ce programme – se livre enfin à une brillante réflexion sur les usages de la carte dans la démarche historique, son histoire, ses apports et ses limites (une linéarité impuissante à rendre compte des dynamiques). La deuxième moitié de l'article discute donc l'apport des modélisations spatiales dites « chorèmes » et suggère aux historiens de s'en emparer pour élaborer des « chrono-chorèmes » : on restera réservé sur ce point, car, outre le problème de la lisibilité de ces figures, elles donnent une impression trompeuse de réalité immédiate, alors qu'elles ne sont que de pures conventions graphiques, suggérant (avec toute la puissance de la suggestion) et ne montrant pas – à la limite, une poétique des phénomènes à représenter.

Au-delà des mots des sources, une interrogation qui revient souvent, y compris dans les conclusions, est le lexique que doit employer l'historien : néologismes à tout crin, aux risques de la cuistrerie et de l'hermétisme, ou style classique, avec ses évidentes limites dans la précision et dans l'expression des concepts (comme le montre l'exemple des « grands maîtres » critiqués en première partie) ?

Finalement, les travaux réunis dans ce livre constituent une sorte de boîte à outils des plus utiles (sauf la première partie, qui relève d'une historiographie quelque peu nombriliste). À ce titre, on peut regretter que les études lexicographiques de la deuxième partie, un peu redondantes pour un ouvrage méthodologique, n'aient pas débouché sur une synthèse et sur un exposé plus explicite des méthodes lexicographiques. À l'inverse, le livre ne montre pas concrètement – à travers des études de cas – comment les divers outils présentés peuvent concourir à la réflexion sur le phénomène territorial, même si beaucoup d'auteurs manifestent implicitement une grande maîtrise de plusieurs de ces outils (lexicographie, cartographie, archéologie, usage des concepts des disciplines voisines) ; il faudra un jour dire clairement si on peut penser la complexité par l'inter-disciplinarité (qui débouche forcément sur la synthèse) ou par la pluri-disciplinarité (qui engendre l'émiettement, telles ces monographies locales dans lesquelles chaque membre de l'équipe écrit une contribution relevant de sa spécialité, sans aucune vision d'ensemble).

Au total, ce volume fait honneur aux capacités d'animation et de direction de la recherche de ses directeurs. On peut seulement regretter qu'une entreprise aussi considérable soit, par son organisation, un peu limitée dans ses perspectives comparatives, sur le plan thématique et sur le plan géographique.

Stéphane BOISELLIER.

Christopher WALTER. — *The Warrior Saints in Byzantine Art and Tradition*. Aldershot, Ashgate, 2003, xvi-317 pp., 71 h.-t.

L'A., byzantiniste bien connu, présente ici un volume d'hagiographie, véritable somme traitant des saints militaires.

Leur importance dans le monde byzantin est celle d'un Empire théocratique en guerre perpétuelle avec ses peuples voisins. Les anges et les saints militaires étaient les alliés des Grecs.

Nous avons publié une critique plus détaillée de cet ouvrage dans la *Revue des études byzantines*, 63, 2005/06. Ici, nous évoquons le culte de certains de ces saints en Occident, d'après le répertoire de L. Réau, *Iconographie des saints*, t. III de *l'Iconographie de l'art chrétien*, Paris 1958/59.

Les recherches de l'A. se sont étendues aux textes et commentaires mis à jour et, autant que faire se peut, aux témoignages archéologiques du culte (monuments et images). Les nombreuses notes bibliographiques complètent ce qui ne pouvait tenir en un seul volume. Les saints sont présentés suivant leur rang dans la hiérarchie céleste, chaque dossier traitant de leur vie, de leur historicité, de leur culte. Ils sont numérotés, ce qui facilite la consultation de leur dossier, développé ou bref suivant les cas.

Le premier chapitre (p. 9-33) est consacré au tréfonds antique et chrétien du concept de saint militaire et martyr. À la représentation symbolique du dieu Horus en cavalier romain vainqueur du dragon (fig. 14), on ajoutera quelques icônes païennes, comme celles du dieu Herôn et d'un dieu qui brandit une bipenne, accostés de leurs fidèles (cf. Maggy Rassart-Debergh, « Plaquettes peintes d'époque romaine », *Bulletin de la Société d'archéologie copte*, XXX, 1991, p. 43-47 ; Ead., « De l'icône païenne à l'icône chrétienne », *Le monde copte*, 18/I, 1990 p. 39-69. Corpus en cours de Th. Mathews et V. Rondot).

Le culte des dieux protecteurs des armées amène l'A. aux soldats martyrisés pour avoir refusé de s'y soumettre ; les exemples en étaient nombreux dans les guerres d'Orient. L'étude suit l'ordre hiérarchique : cinq saints dits de l'*état-major*, neuf de second rang, quinze de troisième ordre, certains en groupe, enfin, en annexe, une dernière série de vingt-quatre saints, seuls ou réunis dans une même mort.

Les saints de l'*état-major* (ch. 2, p. 41-144), ont un pouvoir protecteur égal à celui des anges des armées célestes.

I. Les deux Théodore (p. 44-66). Ce sont Théodore Tirôn (la « recrue ») et Théodore Stratilate. Sur le premier, les sources sont nombreuses et leur authenticité discutée, mais la popularité de son pèlerinage à Euchaïta est bien attestée, et l'archéologie (p. 49-50) témoigne de l'extension de son culte dès le IV^e s. : sanctuaire cité par Grégoire de Nysse, basilique du V^e s. à Gerasa, chapelle ca 452 à Constantinople, *martyrium* du VI^e s. à Jérusalem, etc.

Sa popularité tient surtout à sa victoire sur le dragon, relatée dans plusieurs récits, dont le plus ancien serait de 754. Sur un sceau d'un Pierre d'Euchaïta (daté entre 650 et 730), il figure avec